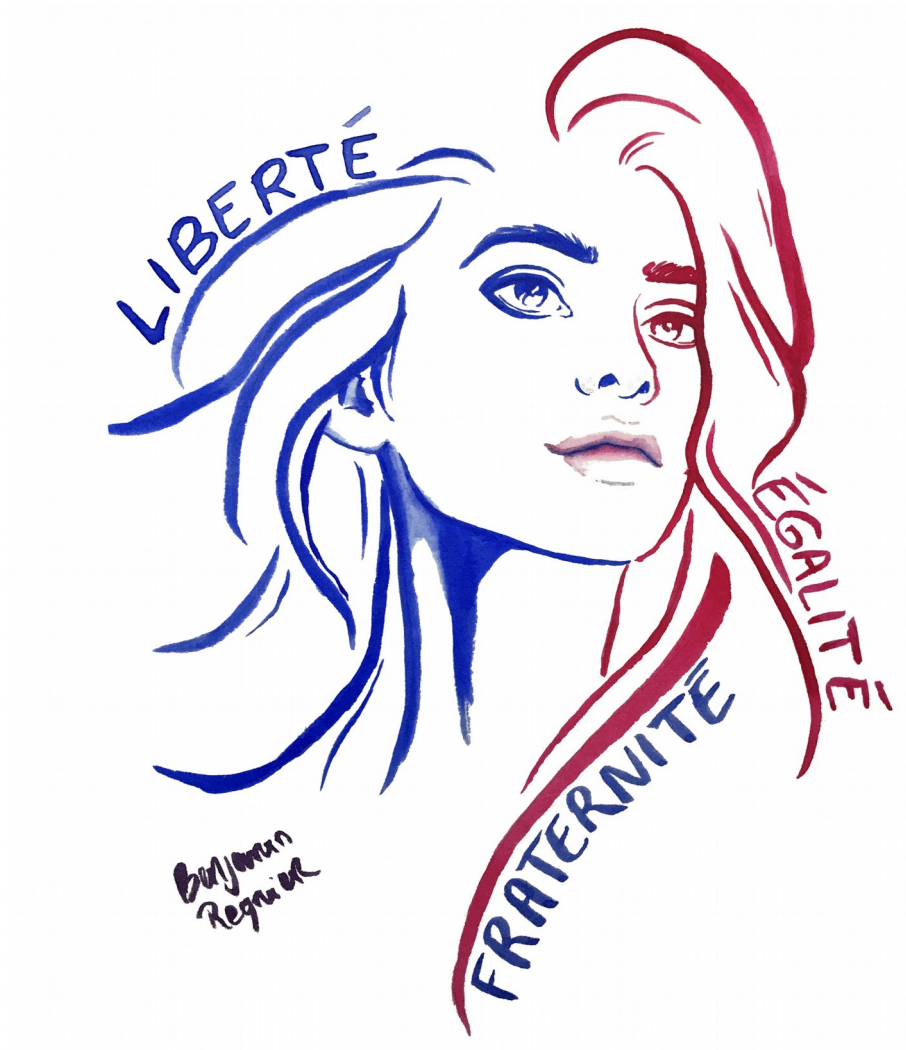


CHIFFRES CLEFS DES SERVICES DE L'ÉTAT DANS L'AUDE 2017



© Benjamin Régnier pour MI

L'ÉTAT AU SERVICE DE SA POPULATION

L'ACCÈS AU SERVICE PUBLIC, UNE PRIORITÉ RÉAFFIRMÉE

LA MAISON DE L'ÉTAT C'EST :

- une mutualisation immobilière et fonctionnelle de 3 services de l'État à la sous-préfecture de Limoux (Sous-préfecture, Éducation Nationale, DDTM)
- 23 agents
- 42 réunions de concertation (COPIL, bilatérales, réunions thématiques ...)
- un budget total de 700 000 € dont 565k€ de travaux, 32k€ pour l'opération Limaccueil
- une méthode innovante : le socio-design de service appliqué au projet, orienté usagers
- un calendrier : début des travaux fin 2018 pour un livrable attendu fin 2019



2017, ANNÉE CHARNIÈRE DU PLAN PRÉFECTURE NOUVELLE GÉNÉRATION :

Les permis et cartes grises en un clic :

- généralisation du recours aux démarches en ligne depuis le 6 novembre 2017
- fin de l'accueil au guichet
- déploiement de points numériques avec présence de médiateurs pour les usagers ayant des difficultés d'accès au numérique ou non-équipés

La création d'une mission de lutte contre la fraude documentaire :

- près de 90 procédures dont 34 sur signalement et 40 sur demande des services de police



L'ÉTAT PARTENAIRE DES ACTEURS LOCAUX POUR UN IMPACT POSITIF

La transition énergétique pour tous

- 2,7 M€ d'aides aux ménages dont 2,33 M€ par l'ANAH et 394 000 € par le fonds d'aide à la rénovation thermique pour améliorer 338 logements privés.

LES CHIFFRES CLEFS DE L'EMPLOI :

- 24 676 retours à l'emploi en 2017 et 36 500 demandeurs en catégorie ABC en novembre 2017
- 105 000 demandeurs d'emploi accueillis dans les 5 agences de Pôle Emploi de l'Aude et 160 000 échanges par courriels
- 73,3% de demandeurs d'emploi satisfaits du suivi dont ils bénéficient
- 17 millions d'euros versés en moyenne chaque mois aux 22 500 allocataires de l'Aude
- missions locales : 18 723 jeunes en contact, 2 936 reçus en premier accueil, 8 711 accompagnés

La politique de la ville

- près de 3M€ alloués dont 1M€ sous forme de subventions pour financer 200 projets d'associations
- une dotation nouvelle en investissement : 1,7 M€ alloués sur les territoires de Carcassonne et Narbonne
- 13 opérations dont 9 concernant la rénovation des écoles
- logement : 776 000 € d'aides aux bailleurs pour financer 399 logements locatifs sociaux publics



L'ÉTAT AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS ET DES TERRITOIRES



ECOUTER ET CONSEILLER : UN ETAT FACILITATEUR

Accompagnement en mode projet sur les projets structurants. A titre d'illustration : classement du site des paysages du Canal du Midi, accompagnement du projet de vélo-route, parc naturel régional Corbières-Fenouillèdes, pôle culturel de Limoux, élargissement de l'A61, rocade Est de Narbonne, Capitouls, clinique du Psoriasis, salins de Lapalme, territoire à énergie positive pour la croissance verte (5 territoires lauréats)

Accompagnement en ingénierie sur des démarches structurantes de planification

- 55 PLU et 2 PLUi accompagnés (CC des Pyrénées Audoises et CC du Limouxin)
- organisation et animation du SCoT sur le territoire du Carcassonnais
- 36 communes accompagnées sur le PPRi (Haute Vallée de l'Aude)
- PAPI 1 et 2 : 1,3 M€ consommés en 2017



SOUTENIR ET FINANCER : UN ETAT ACCOMPAGNATEUR

L'ÉTAT INVESTIT DANS L'AUDE : PRÈS de 80 M€ en 2017 en complément de financements locaux et européens

- un renforcement des démarches contractuelles : 6 contrats de ruralités, Opération Grand Site de la Cité de Carcassonne
- une répartition équilibrée répondant à divers enjeux : soutien à l'investissement public local, soutien aux territoires ruraux, politique de la ville, transition énergétique, préservation et valorisation du patrimoine

« LUMIÈRE SUR »

Le Fonds de soutien à l'investissement public local (FSIL):

- un dispositif pérennisé (2^e année)
- 5,6 M€ alloués dans l'Aude
- une opération phare : la création d'un pôle numérique à Carcassonne

Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux :

- une dotation renforcée (+30% par rapport à 2016)
- 7,3 M€ alloués dans l'Aude
- une opération phare : création d'un pôle culturel sur le site de l'ancienne tuilerie à Limoux.

PRÉSERVER ET VALORISER LE PATRIMOINE, UNE PRIORITÉ DE L'ÉTAT

Les biens audois inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO font l'objet d'une attention bienveillante des services de l'État : renforcement de la mission Canal du Midi à l'été 2017, inscription de la candidature des citadelles du vertige à la liste des biens français à l'automne 2017

L'ÉTAT REGALIEN



LES CHIFFRES CLEFS DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

- nombre d'actes télétransmis : 28 545
- nombre d'actes prioritaires reçus : 4 733
- nombre d'actes prioritaires contrôlés : 3159
 - 320 pour la fonction publique territoriale
 - 959 pour l'intercommunalité
 - 194 pour la démocratie locale
 - 2 245 pour l'urbanisme
 - 441 pour la commande publique
- nombre d'actes retirés ou modifiés suite aux recours gracieux : 77

L'ARS GARANTE DE LA SANTÉ PUBLIQUE, PILOTE LES ACTIONS DE POLICE SANITAIRE

| Prévention et gestion des risques liés à l'eau | Prévention et gestion des risques liés aux espaces clos et à l'environnement extérieur |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">• 3700 contrôles sur les réseaux d'eau• 400 contrôles sur 42 sites de baignade• 1204 contrôles sur les 374 bassins de natation du département• 8 procédures de mise en place des périmètres de protection• un baisse continue du taux de non-conformité bactériologique des eaux d'alimentation : 8 % en 2010, 0,3 % en 2017 | <ul style="list-style-type: none">• 4 inspections d'établissements médico-sociaux• 9 cas de légionelloses investigués• 8 avis sur création de parc éoliens• 14 réunions de suivi-pilotage des projets d'amélioration de l'habitat• 76 signalements Habitats : 17 visites de logements, 2 arrêtés d'insalubrité• 3 signalements d'intoxication au CO investigués grâce à l'outil SIROCCO |

LA DDFIP, UN RÔLE DE PERCEPTEUR DE L'IMPÔT ET DE GARANT DES COMPTES PUBLICS DE L'AUDE

- 94 600 déclarations en ligne soit 44,2 % des foyers fiscaux (+ 17% par rapport à 2016)
- 54 emplois créés grâce au déploiement d'un centre de contact de la DGFIP à Carcassonne
- 400 000 appels téléphoniques, messages mail d'utilisateurs traités pour 4 départements couverts
- 20 000 locaux commerciaux concernés par la révision des valeurs locatives
- un dispositif de soutien affiné, en lien avec la DDTM, pour les professionnels agricoles touchés par les événements climatiques (reports de paiement, dégrèvement sur le foncier non bâti)
- le crédit d'impôt compétitivité emploi en 3 points : 40 M€ /7900 entreprises concernées/ un traitement plus réactif (moins de 20 jours)
- un effort de rattrapage maintenu sur la dématérialisation des paiements des produits des collectivités : 57 % des recettes sont encore payées par chèques contre 20 % dans la région.

LA DDCSPP, POUR RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE ET LA PROTECTION DES PLUS FRAGILES :

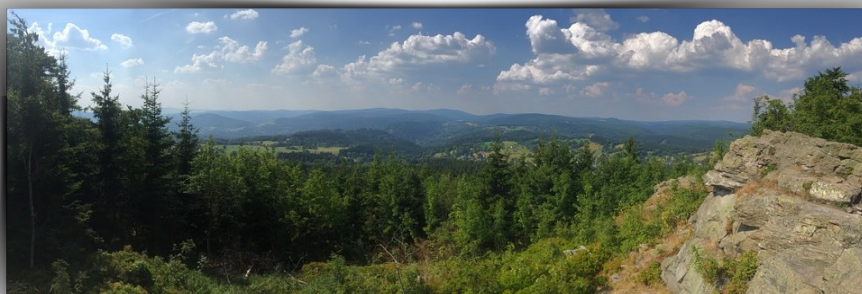
- signature le 29/06/2017 du Plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD), dans une démarche partenariale co-pilotée par l'Etat et le Département
- des moyens importants consacrés à l'hébergement d'urgence, avec 130 places ouvertes en 2017
- 322 recours demandes au logement opposable « DALO » traités, dont 105 décisions favorables

LA COMPLÉMENTARITÉ DES ÉQUIPES DDTM ET DREAL AU SERVICE DU RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

- nouvelle procédure « Autorisation Environnementale » (entrée en vigueur le 1^{er} mars 2017)
- autorisation d'exploitation de la nouvelle unité sur le site d'Areva Malvesi assortie de prescriptions
- une CLI sur l'ancien site minier de la Vallée de l'Orbiel, 7 M€ engagés pour des travaux du dépôt de Montredon
- énergies renouvelables :
 - photovoltaïque : 48 dossiers accompagnés pour la bonne prise en compte des enjeux de territoire
 - éolien : 6 projets rejetés, 16 dossiers accompagnés
- installations classées : 54 inspections, 5 mises en demeure
- forêt : 178 actions administratives de destruction de sangliers menées
- valorisation de la richesse environnementale du territoire à travers l'accompagnement de 33 sites NATURA 2000 financés à 100 %

FOCUS SUR LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

- 44,4 M€ pour 4 652 exploitants au titre des aides de la Politique Agricole Commune
- 34 jeunes agriculteurs aidés dans leur installation pour un montant total de 607 140 €
- mise en œuvre du plan d'actions de lutte contre les friches



LA SÉCURITÉ, PREMIÈRE DES LIBERTÉS, RESTE UNE PRIORITÉ

ENCADREMENT DES MANIFESTATIONS FESTIVES :

- plus de 300 dossiers de manifestations sportives ont été instruits
- des réunions préparatoires systématiques entre le cabinet et les collectivités en amont des grands rassemblements

LA CONCERTATION « POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN » EN BREF :

- une concertation nationale ouverte du 28/10/ 2017 au 20/12/2017
- une déclinaison dans l'Aude représentative des secteurs et thématiques : 8 réunions en tout
- une consultation grand public avec une forte participation au questionnaire en ligne
- une large concertation qui fait primer le continuum de sécurité et la logique partenariale

IMMIGRATION

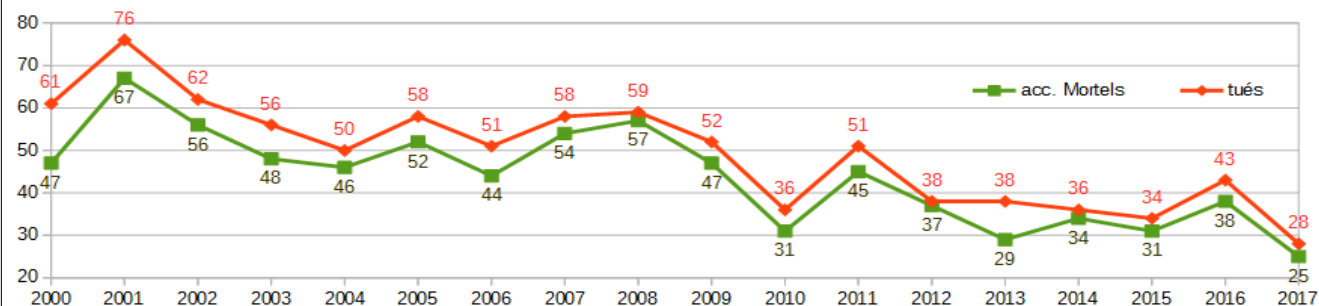
Demandeurs d'asile :

- 217 demandes d'asile
- un doublement des procédures dites « Dublin »

Immigration irrégulière :

- 700 mesures d'éloignement prises dont 233 ont donné lieu à un départ effectif
- 633 étrangers en situation irrégulière interpellés, soit +44% par rapport à 2016

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE EN BREF :



- le meilleur bilan jamais enregistré en termes de tués (-9%)
- une performance nettement supérieure à la moyenne nationale
- un plan départemental d'action de sécurité routière qui a bénéficié d'un budget de 74 000 €
- 30 bénévoles « intervenants départementaux de sécurité routière » ont aidé à la réalisation de 80 actions locales dont les « journées sécurité routière » dans les collèges et lycées, qui ont impliqué 11 000 élèves

DÉLINQUANCE GÉNÉRALE

- une baisse continue de la délinquance générale (atteintes aux biens, cambriolages et escroquerie)
- le maintien d'un fort taux d'élucidation (plus de 37%)
- des activités de prévention renforcées grâce au Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) : 170 000 € partagés entre le financement de matériels et de projets
- un renforcement de la vidéo-protection : 216 autorisations d'installation dans les établissements recevant du public (ERP), soit 2 540 caméras

LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

- un suivi régulier qui organise en réseau (entre services de l'État et collectivités) la vigilance et le suivi des situations
- un volet sensibilisation et formation abondé d'une enveloppe de 17 000 €
- une meilleure articulation avec les conseils locaux ou intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CL/ISPD) grâce à des groupes de travail et des plans d'actions de prévention dédiés

GESTION DE CRISE

- Activation du centre opérationnel départemental (COD) 8 fois (inondation, incendie, manifestation et grands rassemblements)
- Maintien de la capacité opérationnelle par des exercices réguliers et à géométrie variable : simulation avec l'Éducation nationale, gestion d'un exercice d'épizootie, participation à 2 exercices attentat, dont un à la Cité médiévale de Carcassonne

FOCUS SUR : LA LUTTE CONTRE LES TRAFICS :

- résultats exceptionnels obtenus dans la lutte contre le trafic de stupéfiants (+ 217 %) : 3 148 kgs de cannabis, 2,6 kg d'héroïne, 610 g de khat, 14 g cocaïne
- augmentation des saisies de cigarettes et tabacs de contrebande (+10%) : 125 kg de cigarettes et cigares, 100 kg de tabac
- augmentation des saisies de contrefaçons (5 269 articles soit + 45%) et de médicaments et anabolisants (3 353 articles soit + 31%)
- augmentation des saisies sur le gazole détaxé : 15 290 litres soit +53 %
- résultats quasi stables dans la lutte contre les mouvements illicites de capitaux et du blanchiment (409 929 €)

L'ÉTAT DANS L'AUDE

L'ÉCOLE DANS LE DÉPARTEMENT

- 348 écoles dont 10 dans le réseau prioritaire scolarisent 30 070 élèves pour 1750 ETP d'enseignants
- 28 collèges scolarisent 14 583 élèves dont 470 en SEGPA
- 9 lycées scolarisent 7042 élèves en filière générale, 2859 en filière professionnelle, 771 en filière technique supérieure

La Préfecture de l'Aude mobilise :

- 120 agents à Carcassonne
- 21 agents à la Sous-Préfecture de Narbonne
- 8 agents à la Sous-Préfecture de Limoux
- la Préfecture engagée dans l'apprentissage : 7 apprentis recrutés en 2017

Les services déconcentrés de l'État :

- 179 agents à la DDTM
- 64 agents à la DDCSPP :
- 8 agents à l'UID DREAL :
- 30 agents à l'UD DIRECCTE
- 7 agents à l'UDAP

LA SÉCURITÉ, DANS L'AUDE, C'EST :

- 306 policiers, dont 12 pour le renseignement territorial, renforcés par 14 réservistes contractuels et 67 réservistes statutaires ;
- 571 gendarmes, renforcés par 274 réservistes ;
- 3 707 militaires (Terre, Air, Mer), renforcés par 54 réservistes opérationnels ;
- 89 douaniers ;
- 41 policiers aux frontières
- un renfort Sentinelle pendant les fêtes de fin d'année



LA COMMUNICATION DE LA PRÉFECTURE

- 315 735 visites du site internet interministériel
- 11 365 abonnés sur Facebook
- 2 957 followers sur Twitter
- 3 000 actions de communication (communiqués de presse, invitations presse, publications sur les réseaux sociaux)